



La nique au covid?

Enfin! Après toute une année «sans», les membres du SAEN ont pu se retrouver pour notre traditionnelle Journée syndicale de novembre. L'occasion de faire revivre la tradition, mais surtout de renouer

des liens personnels mis à mal par la situation sanitaire compliquée qui nous accompagne depuis plus d'un an et demi.

Entre deux vagues de la pandémie, le certificat obligatoire a eu un double effet: il a permis aux membres présent-es de fraterniser en toute décontraction, mais il a aussi, hélas, empêché bon nombre de nos collègues de nous rejoindre, ce que nous avons vivement regretté.

La partie statutaire de notre Assemblée Générale nous a permis de souligner la vitalité du SAEN, dont les membres participent à de nombreux groupes de travail, s'engagent, s'impliquent et donnent leur avis pour faire vivre l'école neuchâteloise. Le comité a été remercié pour son intense engagement et réélu avec applaudissements, tout comme son président, pour les quatre prochaines années scolaires. L'assemblée a aussi décidé d'adopter l'écriture épïcène pour le nom et les statuts de notre syndicat.

Après avoir dressé un panorama de notre engagement «extérieur», nous nous sommes penché-es sur la santé de notre association. En effet, la baisse progressive de nos affilié-es a pour conséquence une diminution des ressources financières. Nous devons donc songer à augmenter nos cotisations et surtout, à motiver de nombreux-ses collègues à nous rejoindre.

Le syndicat protège ses membres, et c'est devenu une réalité de plus en plus sérieuse ces dernières années. En effet, nous constatons une forte hausse des besoins en matière de protection juridique: menaces de sanctions, plaintes de parents, risque de licenciements... De nombreux-ses collègues font appel à nous, parfois dans l'urgence. L'aide du SAEN est efficace et indispensable, mais s'avère aussi couteuse, et nous devons renforcer notre position sur ce point. Dites-le autour de vous: la profession d'enseignant-e est de plus en plus exposée, et se défendre seule en cas de «coup dur» est très aléatoire...

En fin de matinée, l'assemblée a adopté une résolution «Pour un meilleur équilibre des responsabilités scolaires». L'enjeu est de rappeler à nos autorités la néces-

sité de mieux coordonner la direction pédagogique au niveau de tout le canton, ceci afin d'éviter les disparités parfois criantes du système actuel. Il n'est pas acceptable que les élèves de notre république n'aient pas tous les mêmes chances ni les mêmes conditions de scolarité. Et ceci concerne aussi les enseignant-es...

Depuis plusieurs années, notre canton - à travers le projet PRIMA - développe des filières bilingues français-allemand pour l'école obligatoire. Cet excellent projet, soutenu dès ses débuts par le SAEN, se heurte maintenant à une réalité: le manque d'enseignant-es capables d'enseigner en immersion. Nous nous réjouissons de voir ce projet se développer à l'avenir, mais cela doit se faire en harmonie avec les équipes pédagogiques en place, sans précipitation et en y mettant les moyens nécessaires. Nous y veillerons!

L'après-midi, un auditoire encore captivé a assisté à la conférence de Mme Églantine Jamet, laquelle nous a rappelé les multiples préjugés et stéréotypes de genre dont notre société et nos écoles regorgent bien souvent. Une occasion de jeter un regard différent sur des habitudes que nous avons toutes et tous, et de modifier certaines choses très simples pour créer une ambiance de liberté dans nos écoles.

Après avoir vécu de très nombreuses séances en virtuel, cette journée de rencontre réelle nous a vraiment fait du bien. Elle nous a aussi démontré la nécessité de travailler en commun au bien de l'école. À bien des égards, notre société vit une transition, qu'elle soit sociétale, numérique, climatique ou encore migratoire. Nous ne pouvons pas ignorer ces changements, qui bouleversent notre quotidien et vont modifier en profondeur notre profession. Mais nous pouvons accompagner cette évolution en y réfléchissant tous et toutes ensemble. Pensez-y et participez!

Pierre-Alain Porret, président du SAEN

Sprechen Sie deutsch?

Lors de la Journée syndicale du 3 novembre dernier, une présentation du projet PRIMA a suscité des questions, de l'exaspération et des frustrations. Quelques éclaircissements sur la situation actuelle et la position du syndicat dans la gestion du projet nous semblent nécessaires.

Coup de tonnerre à la journée syndicale! Si la présentation PRIMA par notre vice-présidente a démontré que le «Projet d'enseignement par Immersion en Allemand» est fantastique, sa mise en place suscite la colère au sein des enseignant-es qui la vivent comme une contrainte et une certaine forme de chantage.

Le canton souhaite introduire une filière PRIMA par centre scolaire d'ici 2038. On «laisse» alors le choix aux enseignant-es en place: ils-elles se forment pour pouvoir enseigner dans ces classes ou ils-elles s'en vont travailler ailleurs. Simple? Pas tant que ça...

Filière unique à Neuchâtel: quelles conséquences?

Le projet a été introduit en 2011 dans plusieurs centres scolaires. À Neuchâtel, on a choisi la prudence en ne partant qu'avec une seule filière au lieu de trois. Le projet PRIMA a alors occasionné des timides débats (au début), notamment sur le choix des élèves qui pourraient en bénéficier. Allait-il créer une élite, des jalousies? À l'époque, on répondait aux sceptiques que le tirage au sort - effectué parmi des élèves NON bilingues - permettait d'assurer l'égalité des chances pour tous et toutes. Quelques années plus tard, on ne peut plus croire au hasard, en n'ayant que deux filières bilingues sur trois: les classes «normales» sont chargées d'élèves souvent en grandes difficultés, alors que les classes PRIMA regorgent d'élèves qui n'ont pas besoin de soutien scolaire, ni de réseaux fréquents pour ajuster la différenciation ou les mesures BEP¹. À la charge mentale d'une classe en difficulté s'ajoute encore parfois la frustration de ne pas avoir les compétences requises (être bilingue) pour pouvoir enseigner dans une classe PRIMA. On se sent moins que rien, incapable.

Un vrai choix?

Aujourd'hui encore, les enseignant-es ont ce «choix»: entrer dans le projet par une formation lourde au niveau familial et personnel, ou aller travailler ailleurs. On ne nous force pas, mais ça y ressemble.

On préfère également mettre de côté des personnes qui connaissent parfaitement leur collège et s'y impliquent, au profit de jeunes diplômé-es bilingues, qui doivent tant cravacher pour faire aboutir ce grand projet qu'ils-elles ne parviennent plus à s'investir ailleurs.

Les directions sont empêtrées, enserrées entre les exigences du canton et celles - bien différentes - du terrain. Et cela fait forcément des dégâts.

Position du syndicat

Le SAEN ne remet absolument pas en question ce projet-phare et ambitieux. Mais il ne peut pas accepter qu'on dédaigne ou qu'on néglige celles et ceux qui souhaiteraient en faire partie: on les met de côté parce qu'elles-ils n'ont pas les capacités linguistiques d'y entrer. Toutes ces personnes qui attendent la peur au ventre de se faire déplacer... Toute cette force vive qui soudain ne compte plus...

Il est peut-être temps de marquer *ein Stopp*, et de réévaluer *die Lage*, de chercher *andere Mittel* pour intégrer les enseignant-es non bilingues. Peut-être faudrait-il exploiter une *Lehrerteam* pour densifier la complémentarité indispensable *für den Erfolg* du projet et embarquer tout le monde *im gleichen Boot*, au lieu de laisser du monde au bord des *Wegs*.

Sind Sie bereit?

Myriam Facchinetti

¹ Besoins éducatifs particuliers

La vigie

C'est historique! Le conseil général de la Ville de Neuchâtel a accepté début novembre le projet de rénovation du Collège des Parcs, pour un budget de 45 millions et des poussières. Il était temps! Après quinze ans de tergiversations, enfin!

Un ombre au tableau lors de cette longue soirée au château, cependant: on déplore que certains partis politiques se soient évertués à soutenir la mise en place

d'un «dépose-minute» pour les parents d'élèves, dans un quartier qui prône la mobilité douce et qui ne se prête pas à la circulation automobile. Les enseignant-es sont prié-es de venir à pied ou en transports publics: on est en droit d'attendre la même rigueur de la part des parents, ce d'autant plus que dès 2024, le site des Parcs centralisera la structure d'accueil, l'école et les salles de sport. À pied, c'est mieux!

Les membres des associations et syndicats cantonaux d'enseignant(es) affilié(es) au SER bénéficient d'un rabais de 15 à 19 % sur les assurances Generali.



Generali Assurances
T +41 800 881 882
partner.ch@generali.com
generali.ch/ser